

*Questions orales*

circonstances, même si le président de Klerk avait posé quelques actes très courageux en vue d'une réconciliation en Afrique du Sud, une visite du premier ministre du Canada en ce moment ne serait pas utile. Par conséquent, suivant la recommandation directe de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'ai avisé le président de Klerk de mon intention de remettre à plus tard ma visite en Afrique du Sud.

**LA YUGOSLAVIE**

**M. John Reimer (Kitchener):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

La ministre ne croit-elle pas qu'il faudrait que le Conseil de sécurité des Nations Unies se penche immédiatement sur la situation grave et tragique en Yougoslavie, offre de servir de médiateur et, advenant une telle médiation, propose d'y envoyer des forces de maintien de la paix pour faire respecter le processus démocratique et laisser la population décider elle-même de son avenir?

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je dirai, en réponse à cette question et à d'autres commentaires faits plus tôt, que le Canada a rapidement condamné la violence sous toutes ses formes en Yougoslavie et que le premier ministre a écrit au président de ce pays. J'ai abordé la question directement avec le ministre des Affaires étrangères de la Yougoslavie. Nous sommes tout à fait d'accord, il est temps que le Conseil de sécurité des Nations Unies se penche sur la question. En fait, le premier ministre, en consultation avec notre ambassadeur aux Nations Unies, a recommandé que nous examinions avec le président du Conseil tous les choix qui s'offrent aux Nations Unies.

Nous sommes très préoccupés par la situation. Nous en avons discuté avec les Croates que tout cela bouleverse. Je leur ai offert les ressources de mon ministère pour les aider à rester en rapport avec leur famille. Si une opération de maintien de la paix était organisée, il est évident que le Canada offrirait sa participation.

Par ailleurs, nous sommes régulièrement en communication avec le président de la Communauté européenne qui, de son côté, fait tout son possible pour trouver une issue à la crise.

[Français]

**L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE**

**L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre responsable du développement régional, du ministre des Transports, j'adresse ma question au premier ministre.

Peu importe les histoires anciennes, les chicanes entre vieux partis, les «pétages» de bretelles, une chose demeure: l'économie de Montréal va mal. Tout le monde le reconnaît, sauf le ministre responsable. Il ne faut pas être né à Montréal forcément pour savoir que Montréal est le moteur économique du Québec et que l'effondrement de Montréal serait un désastre pour tout le Québec. Ma question, monsieur le premier ministre, est la suivante: Est-ce que vous allez enfin nous dire, dire à cette Chambre, dire au Québec ce que vous allez faire pour redresser l'économie de Montréal?

**L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail):** Monsieur le Président, l'honorable député sait très bien que Montréal vit actuellement un temps difficile à cause des changements structurels dans l'économie. Au début des années '80, lorsque Montréal était très forte dans le secteur manufacturier, le gouvernement d'en face a imposé une politique de protectionnisme à Montréal qui s'avère aujourd'hui être un désastre. Ce que nous avons fait, nous, pour commencer, dans le Budget de février de cette année, nous avons voulu réduire le déficit, réduire l'inflation et réduire les taux d'intérêt. Et c'est avec une politique comme celle-là qu'il fera en sorte que nous aurons une relance économique très forte, et nous sommes confiants que nous allons arriver au but.

**M. Lapierre:** Des généralités.

**L'hon. Lucien Bouchard (Lac-Saint-Jean):** Monsieur le Président, cela est la cassette traditionnelle! La vraie question, je la pose à nouveau au premier ministre. Il connaît bien Montréal, il connaît bien la population là-bas. Il sait ce qu'elle pense. Il sait qu'elle est inquiète et qu'elle se demande pendant combien de temps encore elle devra endurer l'incompétence et l'indifférence du ministre actuel. Quand le gouvernement et le premier ministre vont-ils nommer un véritable responsable de Montréal, pour sauver Montréal?

**L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail):** Nous faisons beaucoup pour Montréal, monsieur le Président. Et ce que nous faisons, nous le faisons dans un secteur d'avenir. Nous ne le faisons pas pour des secteurs du passé. Et quand je dis que nous faisons beaucoup, mon